

La réalité de la crise climatique aujourd'hui : les points de rupture nécessaires

Category: Écologie

écrit par jmfouquer | 1 octobre 2015

Le rapport des experts du GIEC de 2014 a confirmé l'existence d'un réchauffement climatique à l'échelle planétaire et le fait qu'il est majoritairement dû à l'émission des gaz à effet de serre (GES). La température moyenne de l'atmosphère continentale et océanique a augmenté de 0.85°C entre 1880 et 2012, provoquant un réchauffement de l'eau des océans de 0.11°C (en surface), une rétractation de la calotte glaciaire arctique de 4% par décennie et une hausse du niveau de la mer de 3 mm par an depuis 1993. Au cours des années 2000, les températures enregistrées semblaient plus faibles que celles attendues. On a parlé d'un « hiatus » climatique, mais selon une étude récente, ce hiatus est surtout dû à des changements dans la répartition des stations météorologiques. Estimer la température à l'échelle du globe n'est pas si aisé que cela ! Le réchauffement est principalement causé à 50 % par l'émission de CO_2 et à 30 % par celle du méthane, les variations du rayonnement solaire invoquées par les climato-sceptiques ayant un impact négligeable (moins de 1.5%). La concentration en CO_2 continue à augmenter inexorablement, elle est aujourd'hui proche de 400 ppm, valeur qui n'a pas été atteinte depuis 2.6 millions d'années ! Pire l'augmentation ne faiblit pas depuis le protocole de Kyoto : il oscille autour de 2 ppm par an.

Des perspectives gravissimes

Concernant les projections pour le futur, les cinq nouveaux scénarios du GIEC sont plus difficiles à interpréter que par le passé : ils sont exprimés en « forçage radiatif » en W/m^2 (RCP 8.5, RCP 6, RCP 4.5, RCP 2.6), auxquels on peut faire

correspondre a posteriori différents scénarios économiques. Le pire des scénarios (RCP 8.5) suppose une émission accélérée de GES jusqu'à 1300 ppm en 2100. Avec l'extraction des gaz de schiste, le retour du charbon ou l'usage de pétrole, inaccessible par le passé, le pire n'est hélas pas impossible. A contrario, pour imaginer l'ampleur du changement de société que requiert le scénario le moins grave (RCP 2.6), il faudrait qu'à terme tout le carbone émis par les combustions fossiles soit stocké dans l'océan ou dans la végétation, ce qui requiert une limitation drastique de l'extraction de gaz, de pétrole ou de charbon. D'après les différents modèles climatiques, pour les 4 scénarios les températures moyennes en 2100 augmenteraient respectivement de 1, 1.8, 2.2, et 3.7 °C par rapport à la période 1986-2005.

Mais les moyennes sont souvent trompeuses, car l'océan se réchauffe moins vite que les continents et certaines saisons ou régions seront plus impactées que d'autres. Par exemple, sur le pourtour méditerranéen, en 2100, pour le pire des scénarios les températures estivales augmenteraient de plus de 6.5°C, alors même que les précipitations baisseraient de 25 %. Par comparaison, pour le scénario le plus favorable, l'augmentation estivale serait de 2°C, sans changement concernant les précipitations. A ces effets, il faut rajouter une plus grande fréquence des événements extrêmes (canicule, inondation) et une hausse du niveau de la mer estimée entre 0.26 et 0.82m par le rapport du GIEC. Mais il existe beaucoup d'incertitudes si on dépasse ce que les climatologues et les écologues appellent des points de basculement. En effet, de nombreux phénomènes complexes ont des réponses non linéaires. Récemment, des auteurs ont montré qu'une hausse plus forte du niveau des océans (plus de 5 m !) était possible si les glaciers fondent plus vite que prévu. C'est pour cette raison que les scientifiques insistent sur l'absolue nécessité de ne pas dépasser 2°C de réchauffement global.

Les conséquences pour les populations humaines, l'agriculture ou les écosystèmes naturels vont être importantes et elles nécessitent déjà des adaptations, même si on limite au maximum

le réchauffement futur. Les plus pauvres sont les premiers touché-es par les catastrophes climatiques : leurs logements sont souvent les plus vulnérables aux inondations ou aux tempêtes, ils sont aussi plus exposés aux maladies émergentes et souffrent plus des canicules...Le changement climatique va aussi modifier les rendements des cultures (déjà le cas pour le Blé) en accroissant ainsi l'insécurité alimentaire et causer d'importants dégâts sur les écosystèmes naturels (risque de sécheresse, dépérissement forestier, perte de biodiversité), qui peuvent aussi rétroagir sur le climat.

Changer de modèle de développement

Actuellement, 40 % des GES émis restent dans l'atmosphère, l'océan en absorbant 30 % et la végétation 30 % aussi. Seule une réduction des émissions offrant une solution structurelle, pour stopper l'accroissement des GES, un raisonnement simple est qu'il faut diminuer d'ici 2050 au moins de 40 % nos émissions à l'échelle globale. Mais si on suit le principe de responsabilité partagée qui fait porter plus d'effort sur ceux qui ont le plus pollué par le passé, la réduction devra être de 80 % à 95 % pour les pays industrialisés. Or nous prenons le chemin inverse, le taux d'accroissement des émissions était de 1.3 % par an entre 1970 et 2000, il est passé à 2.2 % entre 2000 et 2011. C'est le résultat de l'industrialisation de la Chine (+219 % entre 1990 et 2010) et de l'Inde (+179 %).

En France, la répartition des sources de GES est la suivante: 28 % pour le transport, 21 % pour l'agriculture, 17 % pour le logement et l'industrie et 12 % pour l'énergie. La France a diminué de près de 10 % ces émissions entre 1990 et 2012. Mais cette baisse, insuffisante au regard des enjeux, masque une augmentation depuis 1990 de la consommation énergétique de plus de 60 % pour le gaz et l'électricité dans le secteur résidentiel et de 12 % et 16 % de la consommation de carburants respectivement des voitures particulières et des poids lourds. De plus, la France importe beaucoup de produits consommés en France, mais produit ailleurs. Pour évaluer la durabilité d'un modèle de développement, il faudrait faire un

bilan carboné par citoyen en tenant compte de ce qu'a émis la production de ce qu'il consomme. Ceci traduit bien, que nous n'avons pas changé de modèle de développement y compris en France bon élève selon les critères de Kyoto.

Pour diminuer drastiquement ces émissions d'ici 2050, il faut donc opérer un vrai changement de paradigme dans tous les domaines. Il faut aussi éviter la destruction des espaces naturels ou la concurrence entre énergie et agriculture, que peuvent générer les filières de bioénergie ou les autres solutions du capitalisme vert. La seule solution durable est de développer une économie plus sobre en énergie et en produits manufacturés. La première étape est de s'engager à laisser le carbone fossile là où il est en interdisant tous les projets « extractivistes » (gaz de schiste, pétrole au large de la Guyane ou en Méditerranée) et développer des solutions alternatives sous le contrôle démocratique des salariés et des citoyens. Pour produire et consommer autrement, nous devons nous nourrir des milliers d'initiatives, qui existent déjà et sont popularisées notamment par le mouvement Alternatiba.

Des transports en commun gratuits, du ferroutage pour les marchandises, le développement d'AMAP ou de coopératives agricoles bio, des aides pour la reprise d'entreprises par des SCOP ayant un projet écologique, une diminution de la publicité dans l'espace public, la réduction du temps de travail, le développement des énergies renouvelables, des lieux de travail plus proches de nos lieux de vie, des logements mieux isolés, rendre publics les grands groupes de l'énergie comme Total sous contrôle citoyen...

Les mesures permettant un changement de société sont connues. Mais il faut de la volonté politique et surtout les moyens d'engager cette transition, ce qui suppose une autre répartition des richesses, une rupture radicale avec la concurrence libre et non faussée érigée en loi au sein de l'UE et surtout un affrontement avec ceux qui aujourd'hui captent l'essentiel des richesses que nous produisons.

Hendrik Davi. Octobre 2015.